



Décision individuelle N° 2023-123

Pétitionnaire : Gabriele Casazza

Adresse : Université de Gènes, DISTAV, Corso Europa 26, I- 16132 GENOVA (ITALIE)

Nature de la demande : atteinte, prélèvement, détention, transport, emport en-dehors du cœur du parc national d'espèces végétales non cultivées.

Intitulé du projet : Etude génétique sur des populations d'espèces endémiques

Localisation : Tout le parc

La directrice de l'établissement public du parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4-1

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 3,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée le 3 mai 2023 par Monsieur Gabriele Casazza, fonction du demandeur,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'établissement public,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

Les universités de Gènes et de Turin, ci-après désignées « les bénéficiaires », sont autorisées à prélever, détenir, transporter et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de Parc national, des espèces végétales dans le cadre d'une étude génétique des populations de différentes espèces endémiques ou sub-endémiques dans les Alpes menée dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Identité des personnes intervenant pour le compte du bénéficiaire*

2.1. Les personnes intervenant pour le compte des bénéficiaires et autorisées par la présente à réaliser les prélèvements sont les suivantes :

- Gabriele Casazza, Maria Guerrina, Luigi Minuto, Lucia Doni et Chiara Bonifazio

- *Espèces ciblées et méthodes de capture*

2.2. Hors espèces protégées, les spécimens autorisés à la collecte durant la campagne d'inventaire/suivi sont :

- *Helictotrichon sempervirens* (Vill.) Pilg.
- *Eryngium spinalba* Vill.
- *Ononis cristata* Mill. subsp. *cristata*
- *Festuca scabriculum* (Hack.) K. Richt.
- *Stemmacantha heleniifolia* (*Rhaponticum scariosum* Lam.)
- *Veronica allionii* Vill.
- *Potentilla valderia* L.
- *Gymnadenia nigra* subsp. *corneliana*
- *Micromeria marginata* (Sm.) Chater
- *Helianthemum lunulatum* (All.) DC.
- *Silene campanula* Pers.
- *Campanula rhomboidalis* L.
- *Campanula alpestris* All.

2.3. Le matériel et les méthodes autorisés pour la capture des spécimens sont les suivants :

- cueillette manuelle

- *Prescriptions relatives à la transmission des données d'inventaire*

2.4. Les bénéficiaires sont tenus de faire parvenir au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de ses prospections :

- un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de leurs recherches (comprenant liste d'espèces commentée, commentaires sur les écosystèmes prospectés et préconisations relatives à la gestion des milieux) ;

- une compilation de l'intégralité de ses données dans le format prédéfini (cf. annexe 3). Ces données seront par la suite intégrées dans la base de données du Parc national du Mercantour, via l'outil GeoNature. Les données seront alors diffusables, à la géolocalisation précise (X,Y), au SINP et considérées comme données publiques. Le Parc national du Mercantour sera l'organisme gestionnaire de la donnée. Les données pourront également être saisies via une formulaire de saisie accessible sur Internet (module Occtax de GeoNature), sur simple demande.

- *Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision*

2.5. Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

2.6. Une version numérique de toute publication liée au projet devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

- *Prescription relative à l'information préalable des services territoriaux du Parc national*

2.7. Les bénéficiaires devront obligatoirement se présenter aux chefs ou adjoints des services territoriaux concernés (liste et coordonnées en annexe 2) avant d'engager toute opération, notamment toute installation de piège ou instrument de mesure, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront lui être données dans le cadre de la présente décision.

- *Prescriptions relatives au public*

2.8. Les bénéficiaires devront observer un comportement discret et éviter de mener ses activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique. Aux personnes les sollicitant en ce sens, ils devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser qu'elles sont dûment autorisées par le directeur de l'établissement public du Parc national du Mercantour.

- *Prescription relative à l'accès aux sites d'inventaire*

2.9. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du parc national.

En cas de besoin, les bénéficiaires solliciteront l'un des services territoriaux listés en annexe 2 en préalable à leur arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation.

Article 3 : Durée - localisation

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du **1^{er} juin 2023 au 31 octobre 2023** sur l'ensemble de la zone cœur du parc national du Mercantour, à l'exception de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe (cf annexe 1) et la réserve intégrale de Roche-Grande d'Entraunes (cf annexe 4).

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national.

Elle ne se substitue pas aux obligations des bénéficiaires vis-à-vis des autres réglementations en vigueur (cf annexe 5).

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée aux bénéficiaires et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 juin 2023

La directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour



Sandrine GRANDFILS

Copies :

- service territorial « Roya-Bévéra »
- service territorial « Vésubie »
- service territorial « Tinée »
- service territorial « Haut Var et Cians »
- service territorial « Ubaye - Verdon »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.